

Tribunal

7406059501 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 30 avril 2025

Liquidation judiciaire
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE LEPLÉUX, 2, quai Philippe Oblet, 14520 Port-en-Bessin-Huppain. RCS Greffe de Caen 842 394 926. Activité : commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 décembre 2024, désignant liquidateur Maître Judith DOUTRESSOULLE, 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

7406059901 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 30 avril 2025

Liquidation judiciaire
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE FCP, 84, rue du 7 Juin 1944 14420 Ussy. RCS Greffe de Caen 924 974 777. Activité : travaux de couverture par éléments. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 octobre 2024, désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE, 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

7406060601 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 30 avril 2025

Liquidation judiciaire
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE TOM LOU ANNE, 42, rue Saint-Malo, 14400 Bayeux. RCS Greffe de Caen 917 812 646. Activité : restauration de type rapide. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 octobre 2023, désignant liquidateur Maître Judith DOUTRESSOULLE, 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

7406062301 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 30 avril 2025

Liquidation judiciaire
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE MIRAN, 2, rue du Poirier, 14650 Carpiquet. RCS Greffe de Caen 951 358 266. Activité : restauration de type rapide. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 mars 2024, désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE - 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

7406178901 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 30 avril 2025

Liquidation judiciaire pour extinction du passif
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE NORMANDIE DML, 3 bis, rue des Tilleuls, 14210 Esquay-Notre-Dame. RCS Greffe de Caen 479 445 637. Activité : travaux de couverture par éléments. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour extinction du passif.

7406061701 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 30 avril 2025

Liquidation judiciaire
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE CBUFFARD BAT, 31, rue du Traité-de-Rome, 14370 Moulit-Chicheboville. RCS Greffe de Caen 903 725 372. Activité : travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 29 février 2024, désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE, 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

7406176801 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 30 avril 2025

Liquidation judiciaire
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE DAFES, 3, place Jean Nouzille, 14000 Caen. RCS Greffe de Caen 948 976 386. Activité : travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 novembre 2023, désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE, 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

7406177601 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 30 avril 2025

Liquidation judiciaire
SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE PATISS-D'OR, 326, boulevard des Belles Portes, centre commercial les Belles Portes, 14200 Hérouville-Saint-Clair. RCS Greffe de Caen 978 399 996. Activité : boulangerie et boulangerie-pâtisserie. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 31 mars 2024, désignant liquidateur Me Judith DOUTRESSOULLE - 77, rue de Bernières, 14000 Caen. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication Bodacc, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

7406175901 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 30 avril 2025

Liquidation judiciaire
SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE LE GUÉ PIERREUX, le Gué Pierreux, 14700 Falaise. RCS Greffe de Caen 812 107 019. Activité : location de terrains et d'autres biens immobiliers. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur Me Alain LIZÉ, 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2.

7406176101 - TCC

Tribunal de Commerce de CAEN

Jugement en date du 30 avril 2025

Redressement judiciaire
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE ART-PERFORMANCE, 40, boulevard des Nations, Ilot 11 B, 14540 Soliers. RCS Greffe de Caen 920 618 873. Activité : travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 31 mars 2024, désignant mandataire judiciaire Me Alain LIZÉ, 11, place de la Résistance, 14018 Caen Cedex 2. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du Code de commerce.

Autres légales

7406337901 - DL

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Par jugement du 25 avril 2025, le Tribunal judiciaire de Caen a ouvert le redressement judiciaire de E.A.R.L. CATHERINE, Siren 423 453 174, sis 1, rue de Rots, 14610 Cairon ; fixe au 1er mars 2025 la date de cessation des paiements ; désigne Me LIZÉ en qualité de mandataire judiciaire ; désigné E. LIVET, juge commissaire. Les déclarations de créances sont à déposer auprès du mandataire judiciaire dans les plus brefs délais et au plus tard dans les deux mois suivant la publication au Bodacc.

7406355601 - DL

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Par jugement du 25 avril 2025, le tribunal judiciaire de Caen a :
- ouvert le redressement judiciaire de Mme Nathalie HANGARD épouse VAU-GOUDE, SIREN : 351 772 017, demeurant 17, Le Bourg, Ondefontaine, 14260 Les Monts-d'Aunay,
- fixé au 28 février 2025 la date de cessation des paiements,
- désigné Me DOUTRESSOULLE en qualité de mandataire judiciaire,
- désigné E. LIVET, juge commissaire. Les déclarations de créances sont à déposer auprès du mandataire judiciaire dans les plus brefs délais et au plus tard dans les deux mois suivant la publication au BODACC.

Le Greffier.

7406337301 - DL

PLAN DE REDRESSEMENT

Par jugement du 25 avril 2025, le tribunal judiciaire de Caen a modifié le plan de redressement de l'E.A.R.L. MACE-CAILLOUET sise Hameau du Caillouet, 14680 Bretteville-sur-Laize et l'a autorisée à régler intégralement par anticipation les 2 derniers créanciers au plus tard le 31 juillet 2025.

7406356601 - DL

RENOUVELLEMENT PÉRIODE D'OBSERVATION

Par jugement du 25 avril 2025, le tribunal judiciaire de Caen a ordonné le renouvellement de la période d'observation jusqu'au 7 août 2025 de Mme Jocelyne SOIMIER, demeurant lieu-dit Le Hamel Mury, 14380 Le Mesnil-Robert.

Le Greffier.

7406337401 - DL

PÉRIODE D'OBSERVATION

Par jugement du 25 avril 2025, le Tribunal judiciaire de Caen a ordonné la poursuite de la période d'observation jusqu'au 20 juin 2025 de la SCI QUENTIN, Siren : 913 147 567, sise 96, rue Mozart, 14790 Mouen.

Le Greffier.

Vie des sociétés

7405192001 - VS

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 13 avril 2025, de la société AL-DT IMMO société civile immobilière au capital de 1 000 euros, siège social : 1, rue Jean-Monnet, 14800 Touques, bâtiment N appartement N01, RCS Lisieux, constituée pour une durée de 99 années à compter du 11 juillet 2023, ayant pour objet social : SCI AL-DT IMMO, et un capital de 1 000 euros, a décidé de transférer son siège social de 96, bld de l'Europe, 76100 Rouen à 1, rue Jean-Monnet, 14800 Touques, bâtiment N appartement N01, à compter du 17 avril 2025.

Les statuts seront modifiés en conséquence et la société qui était immatriculée au RCS de Rouen sous le n° 953 692 902, fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au RCS de Lisieux.

Pour avis, Le Gérant.

7406508101 - VS

SCI LA RENARDIERE

SCI au capital de 121,92 euros
Siège social :
8, rue Normandie Niemen
01100 OYONNAX
339 395 801 RCS Bourg-en-Bresse

AVIS DE MODIFICATIONS

Par décision assemblée générale extraordinaire du 7 mars 2025, il a été décidé de :

- transférer le siège social au 1, chemin du jardin Bures-les-Monts, 14350 Souleuvre-en-Bocage à compter du 7 mars 2025. Radiation au RCS de Bourg-en-Bresse et immatriculation au RCS de Caen.

- De nommer Mme DUBOURGET Régine demeurant au 1, chemin du jardin Bures-les-Monts, 14350 Souleuvre-en-Bocage en qualité de gérant en remplacement de Mme ECUER Annik.

- Réduire le capital social pour le porter de 121,92 euros à 91,44 euros à compter du 7 mars 2025.

Modification au RCS de Bourg-en-Bresse.

Pour avis La Gérance.

7405691001 - VS

STELLEY

Société à responsabilité limitée
Au capital de 7 500 euros
Siège social : 10, place de l'Eglise
95420 GENAINVILLE
795401744 RCS Pontoise

MODIFICATIONS

Aux termes d'une délibération en date du 18 avril 2025, l'AGE des associés de la SARL STELLEY a décidé de :

- modifier l'objet social aux opérations de location de salle de réception pour l'organisation d'événements tels que mariages, séminaires, anniversaires, et autres, avec la possibilité de prestations de restauration (alcools non fournis) et hébergements en complément, et ce à compter du 18 avril 2025 ;

- transférer le siège social du 10, place de l'Eglise, 95420 Genainville au 5, route du Vingt-Bec, Campandré-Valcongrain, 14260 Les Monts d'Aunay, à compter du 18 avril 2025.

La société, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Pontoise sous le numéro 795 401 744 fera l'objet d'une nouvelle immatriculation auprès du Registre du commerce et des sociétés de Caen.

Gérance : Mme Shirley LANGLOIS, demeurant 5, route du Vingt-Bec, Campandré-Valcongrain, 14260 Les Monts d'Aunay.

Pour avis La Gérance.

Avis administratif

7406027901 - AA

Ville de CAEN

Projet de permis de construire
PC 014 118 24 P0142
« Les Cascades »
Rue Rosa Parks à Caen

AVIS DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

En application des dispositions des articles L.123-2 1° et L.123-19 du Code de l'environnement, une procédure de participation du public par voie électronique est organisée sur le projet de permis de construire de l'opération dénommée « Les Cascades » située à l'angle de la rue Rosa Parks et du cours Montalivet, objet du permis de construire référencé PC 014 118 24 P0142 déposé le 11 décembre 2024 par la société « ROSA PARKS ».

Ce projet consiste en la construction d'un ensemble immobilier de trois bâtiments comprenant des logements, des commerces, restaurants, bureaux et un parking silo, ainsi que l'aménagement d'espaces communs extérieurs nécessaires à la desserte et au bon fonctionnement de l'ensemble. L'autorité compétente pour prendre la décision sur ce permis de construire est M. le Maire de Caen.

Le dossier de participation mis en ligne comprendra notamment la de-

mande de permis de construire, incluant son évaluation environnementale ainsi que l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) portant sur cette dernière en date du 13 mars 2025 (n° 2025-5711).

La participation du public par voie électronique se déroulera pendant 31 jours consécutifs du : lundi 26 mai 2025 au mercredi 25 juin 2025 inclus. Les personnes intéressées pourront prendre connaissance à partir du 26 mai de l'ensemble de dossier de participation par voie électronique sur le site internet de la ville : <https://caen.fr/rive-droite-les-cascades>

La demande de mise en consultation sur support papier s'effectuera selon les modalités prévues à l'article L123-19-II et D123-46-2 du Code de l'environnement à la mairie de Caen et à l'hôtel de la Communauté Urbaine.

Des informations complémentaires sur le projet pourront également être sollicitées auprès du responsable du projet ROSA PARKS :

Karl PIEDELEU (k.piedeleu@normandie-amenagement.fr) et

Ludivine DELIQUAIRE (ldeliquaire@caennaise.com)

Pendant toute la durée de la participation, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- par courriel à l'adresse participation-cascades@caen.fr

- par voie postale à l'attention de M. le Maire, sous pli cacheté, au plus tard le 25 juin 2025 (cachet de la poste faisant foi) à l'adresse suivante : Direction de l'Urbanisme – Service autorisations du droit des sols, Hôtel de la Communauté urbaine Caen la mer, 16, rue Rosa Parks 14000 Caen.

À l'issue de la participation du public et au plus tard à la date de décision prise sur le permis de construire, le Maire de Caen rendra public, par voie électronique et pour une durée de trois mois un dossier comprenant la synthèse des observations et propositions déposées avec l'indication de celles dont il a été tenu compte ainsi que dans un document séparé les motifs de la décision.

Cette mise à disposition s'effectuera sur le site internet de la ville à l'adresse mentionnée plus haut.

7405889101 - AA

COMMUNAUTÉ URBAINE CAEN LA MER

Révision alléguée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de Bretteville-sur-Odon AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté n° A-2025-028, le Président de la Communauté Urbaine Caen la mer ordonne l'ouverture de l'enquête publique relative à la révision alléguée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme de Bretteville-sur-Odon.

L'enquête publique se tiendra du lundi 26 mai 2025 (à partir de 9 h 00) au vendredi 27 juin 2025 (jusqu'à 16 h 30).

La mairie de Bretteville-sur-Odon est désignée comme siège de l'enquête publique.

Le dossier d'enquête, en version papier, contenant les pièces du Plan Local d'Urbanisme modifiées ainsi que les éléments imposés au titre de l'article R.123-8 du Code de l'environnement, sera tenu à la disposition du public en mairie de Bretteville-sur-Odon et au siège de la communauté urbaine pendant toute la période de l'enquête publique, aux jours et heures d'ouverture au public des établissements mentionnés ci-dessous ; le dossier pourra en outre y être consulté sur un poste informatique.

Mairie de Bretteville-sur-Odon, 2, avenue de Woodbury, 14760 Bretteville-sur-Odon

- Lundi au Vendredi : 8 h 30 - 12 h 00 / 13 h 30 - 17 h 00,

- Fermé le jeudi matin.
Siège de la communauté urbaine Caen la Mer, 16, rue Rosa Parks 14000 Caen.

- Du lundi au Jeudi de 8 h 30 à 17 h 30,

- Le vendredi de 8 h 30 à 16 h 30.

Toute personne pourra sur sa demande et à ses frais obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Communauté urbaine Caen la Mer.

Le projet de révision alléguée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme faisant l'objet de l'enquête sera consultable dans les registres papier disponibles en mairie et à la Communauté Urbaine, en ligne sur les sites internet de la mairie de Bretteville-sur-Odon (<https://www.brettevillesurodon.fr/>) de Caen la Mer (<https://caenlamer.fr/concertations-encours>) et sur le site internet du registre dématérialisé à l'adresse : <http://www.registre-dematerialise.fr/6216> pendant toute la durée de l'enquête.

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra formuler ses observations et propositions dans les conditions suivantes :

- Par écrit : un registre d'enquête à feuillets mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur sera ouvert et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête à la mairie de Bretteville-sur-Odon et à l'Hôtel de la Communauté urbaine Caen la Mer.

- Par voie électronique : sur le registre numérique dématérialisé à l'adresse suivante : <http://www.registre-dematerialise.fr/6216>

- Par mail : à l'adresse suivante : enquete-publique-6216@registre-dematerialise.fr.

- Par voie postale : à l'attention du commissaire enquêteur, sous le pli cacheté, au siège de l'enquête publique - Mairie de Bretteville-sur-Odon - 2, avenue de Woodbury, 14760 Bretteville-sur-Odon.

Ces observations doivent parvenir au commissaire enquêteur au plus tard le vendredi 27 juin 2025 à 16 h 30.

M. Patrick BOITON, retraité, a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Caen. Il recevra en mairie de Bretteville-sur-Odon (2, avenue de Woodbury, 14760 Bretteville-sur-Odon) les observations orales et écrites des intéressés :

- Lundi 26 mai 2025, de 9 h 00 à 11 h 00,

- Mercredi 11 juin 2025, de 14 h 30 à 16 h 30,

- Vendredi 27 juin 2025, de 14 h 30 à 16 h 30.

À l'expiration du délai de l'enquête prévue par l'article 2, les registres seront clos par le commissaire enquêteur qui disposera d'un délai d'1 mois pour transmettre à M. le Président de la Communauté urbaine Caen la Mer et à Mme la Présidente du Tribunal administratif, son rapport et ses conclusions motivées.

La copie du rapport, accompagnée des conclusions et de l'avis du commissaire enquêteur, sera adressée par l'autorité compétente au Maire de Bretteville-sur-Odon et au Préfet du Département du Calvados. Le public pourra les consulter à la mairie de Bretteville-sur-Odon et au siège de la Communauté urbaine Caen la mer aux jours et heures habituels d'ouverture et par voie dématérialisée sur les sites internet des deux collectivités, pendant 1 an.

La procédure de révision alléguée n° 4 du Plan Local d'Urbanisme a été élaborée sous la forme d'évaluation environnementale. Les informations environnementales sont consultables dans le dossier soumis à enquête publique.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est le Président de la Communauté urbaine Caen la Mer. Des informations peuvent également être demandées à M. le Maire de Bretteville-sur-Odon par voie postale.

À l'issue de l'enquête publique, le Plan Local d'Urbanisme, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, pourra être approuvé par le Conseil communautaire.

Annonces légales et judiciaires

MEDIALEX

www.medialex.fr

Mail : annonces.legales@medialex.fr

Tél. : 02 99 26 42 00

Adresse postale :

10, rue du Breil - CS 56324
35063 Rennes cedex